CDG CAPITAL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE ANNUEL - COMPTES CONSOLIDÉS 2022

Publiés en milliers de dirhams

ACTIF	31/12/2022	31/12/2021
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	649 249	430 424
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	7 590 093	9 170 957
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	7 355 690	7 641 775
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	234 403	1 529 182
Instruments dérivés de couverture	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 687 114	2 582 517
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	2 649 840	2 533 244
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	37 274	49 274
Titres au coût amorti	-	4 308
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	785 635	608 498
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	1 784 316	1 130 248
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Placements des activités d'assurance	-	-
Actifs d'impôt exigible	26 309	3 200
Actifs d'impôt différé	18 953	14 302
Comptes de régularisation et autres actifs	809 519	1 317 844
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence	-	-
Immeubles de placement	-	-
Immobilisations corporelles	76 465	88 037
Immobilisations incorporelles	82 585	72 032
Ecarts d'acquisition	98 235	98 235
TOTAL ACTIF	**14 608 474**	**15 520 603**

PASSIF	31/12/2022	31/12/2021
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	120 932	72 759
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	120 932	72 759
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 403 444	5 650 377
Dettes envers la clientèle	3 403 961	2 651 141
Titres de créance émis	2 739 645	2 483 928
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Passifs d'impôt exigible	27 455	34 675
Passifs d'impôt différé	-	-
Comptes de régularisation et autres passifs	1 152 455	2 917 494
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	-	-
Provisions	3 817	3 755
Subventions et fonds assimilés	-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	612 804	512 775
Capitaux propres	1 143 960	1 193 698
Capitaux propres part du groupe	1 143 960	1 193 698
Capital et réserves liées	930 000	930 000
Réserves consolidées	175 316	176 749
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(22 843)	(1 789)
Résultat net de l'exercice	61 487	88 739
Intérêts minoritaires	-	-
TOTAL PASSIF	**14 608 474**	**15 520 603**

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	31/12/2022	31/12/2021
+ Intérêts et produits assimilés	146 356	125 684
- Intérêts et charges assimilées	(218 220)	(140 433)
Marge d'intérêt	**(71 863)**	**(14 749)**
+ Commission (produits)	162 598	157 511
- Commission (charges)	(7 740)	(7 771)
Marge sur commissions	**154 858**	**149 740**
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	177 781	103 695
+/- Gains ou pertes nets des instruments mesurés à la juste valeur par capitaux propres	(20 945)	16 015
+ Produits des autres activités	122 299	140 586
- Charges des autres activités	(16 239)	(20 418)
Produit net bancaire	**345 891**	**374 869**
- Charges générales d'exploitation	(213 819)	(194 516)
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(35 375)	(33 833)
Résultat brut d'exploitation	**96 697**	**146 520**
Coût du risque	(1 191)	(854)
Résultat d'exploitation	**95 506**	**145 666**
+/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-	-
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs	(7)	309
+/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition	-	-
Résultat avant impôt	**95 499**	**145 975**
- Impôt sur les résultats	(34 012)	(57 237)
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-
Résultat net	**61 487**	**88 739**
Intérêts minoritaires	-	-
Résultat net - part du groupe	**61 487**	**88 739**
Résultat de base par action (en dirhams)	6,61	9,54
Résultat dilué par action (en dirhams)	6,61	9,54

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	31/12/2022	31/12/2021
Résultat net	**61 487**	**88 739**
Ecarts de conversion	-	-
Réévaluation des actifs financieres à la juste valeur par capitaux propres	(21 054)	5 367
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-
Réévaluation des immobilisations	-	-
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-	-
Quote-part des gains et pertes comptablisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts	-	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**(21 054)**	**5 367**
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**40 433**	**94 106**
Dont part du groupe	40 433	94 106
Dont part des minoritaires	-	-

COMMENTAIRE

L'année 2022 a été marquée par une résilience des revenus et des emplois clientèle bien orientés en dépit d'une conjoncture difficile et incertaine.

En consolidé, le produit net bancaire s'établit à **MAD 346 millions** contre MAD 375 millions une année auparavant, dans un contexte de taux défavorable et de resserrement des conditions de liquidité sur le marché.

Les charges générales d'exploitation, dotations aux amortissements comprises, évoluent de 9,1% à MAD 249 millions.

Dans ce contexte, le résultat net consolidé s'est établi à **MAD 61.5 millions** contre MAD 88.7 millions en 2021, tenant compte d'un coût du risque à un niveau bas de 1.2 millions et d'une charge d'impôt de MAD 34 millions.

Deloitte.

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3ème étage
La Marina - Casablanca

COOPERS AUDIT

83, Avenue Hassan II
Casablanca

Aux Actionnaires de
CDG CAPITAL S.A
Rabat

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022

Audit des états financiers consolidés

Opinion
Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de CDG Capital et de ses filiales (le « Groupe »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2022, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de 1 143 960 KMAD dont un bénéfice net consolidé de 61 487 KMAD.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2022, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Fondement de l'opinion
Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit
Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés de l'audit	Réponse d'audit
Évaluation des instruments financiers classés en niveau 2	
Comme indiqué au niveau des notes annexes 5.1.2 et 5.1.3 aux comptes consolidés, les instruments financiers classés en niveau 2 s'élèvent à 10 136 952 KMAD au 31 décembre 2022. L'estimation de la juste valeur de ces instruments financiers est déterminée selon les principes décrits au niveau de la note 3.1 « Instruments financiers » de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons considéré que l'évaluation de ces instruments financiers constitue un point clé de l'audit, ces instruments financiers étant de montants significatifs et faisant appel au jugement de la direction dans le recours aux modèles internes de valorisation pour leur évaluation en date de clôture.	Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne du Groupe et des contrôles clés relatifs à l'évaluation des instruments financiers classés en niveau 2. Nos travaux d'audit ont principalement consisté à : - Examiner le dispositif de gouvernance autour des modèles de valorisation et tester les contrôles clés mis en place au niveau du Groupe ; - Tester par sondage l'évaluation des instruments financiers classés en niveau 2 ; - Examiner les informations relatives à l'évaluation des instruments financiers présentées au niveau des annexes aux comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés
La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés
Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 26 avril 2023

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE AUDIT
Sakina Bensouda-Korachi
Associée

COOPERS AUDIT MAROC S.A
Abdellah Laghchaoui
Associé

Rapport financier annuel 2022 est accessible via ce lien :
https://www.cdgcapital.ma/fr/documents-destines-aux-investisseurs

COMMUNIQUÉ DE PRESSE ANNUEL - COMPTES SOCIAUX 2022

Publiés en milliers de dirhams

ACTIF	31/12/2022	31/12/2021
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	649 247	430 418
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	721 858	527 583
A vue	96 596	153 268
A terme	625 262	374 316
Créances sur la clientèle	1 792 809	1 137 865
Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	599 143	339 870
Crédits et financements participatifs à l'équipement	1 192 266	796 459
Crédits et financements participatifs immobiliers	701	896
Autres crédits et financements participatifs	700	640
Créances acquises par affacturage	-	-
Titres de transaction et de placement	9 861 250	11 477 989
Bons du Trésor et valeurs assimilées	7 681 292	7 485 862
Autres titres de créance	2 147 927	2 639 426
Titres de propriété	21 477	1 331 535
Certificats de Sukuk	10 553	21 166
Autres actifs	770 614	1 167 870
Titres d'investissement	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
Autres titres de créance	-	-
Certificats de Sukuk	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	248 313	260 633
Participation dans les entreprises liées	198 030	198 030
Autres titres de participation et emplois assimilés	50 282	62 603
Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Créances subordonnées	-	-
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations données en Ijara	-	-
Immobilisations incorporelles	80 685	70 733
Immobilisations corporelles	11 462	14 550
TOTAL ACTIF	**14 136 238**	**15 087 641**

PASSIF	31/12/2022	31/12/2021
Banques Centrales, Trésor Public, Service des Chèques Postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 346 421	5 989 727
A vue	3 120 446	2 896 613
A terme	2 225 974	3 093 114
Dépôts de la clientèle	3 420 157	2 668 951
Comptes à vue créditeurs	2 024 819	1 206 950
Comptes d'épargne	-	-
Dépôts à terme	1 250 031	1 164 675
Autres comptes créditeurs	145 307	297 326
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	-	-
Titres de créance émis	2 739 645	2 483 928
Titres de créance négociables émis	2 739 645	2 483 928
Emprunts obligataires émis	-	-
Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	828 909	2 213 039
Provisions pour risques et charges	57 649	34 277
Provisions réglementées	-	-
Subventions, Fonds publics affectés et Fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	612 804	512 775
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	-	-
Ecart de réévaluation	-	-
Réserves et primes liées au capital	169 318	164 822
Capital	930 000	930 000
Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	66	187
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	31 268	89 936
TOTAL PASSIF	**14 136 238**	**15 087 641**

HORS BILAN	31/12/2022	31/12/2021
ENGAGEMENTS DONNES	5 007 868	4 920 535
Engagements de financement donnés en faveur des établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	283 313	286 780
Engagements de garantie d'ordre des établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2 132 382	1 709 013
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	2 592 173	2 924 742
ENGAGEMENTS RECUS	2 141 438	1 498 005
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	409 438	409 438
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	232 000	-
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	1 000 000	588 567
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES	31/12/2022	31/12/2021
Produits d'exploitation bancaire	**928 340**	**640 177**
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	12 609	15 336
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	57 364	40 567
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	66 666	62 069
Produits sur titres de propriété et certificats de sukuk	50 669	40 182
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	162 598	157 511
Autres produits bancaires	578 436	324 512
Charges d'exploitation bancaire	**663 705**	**351 274**
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	59 881	29 251
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	58 623	41 815
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	88 783	60 863
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Autres charges bancaires	456 419	219 344
Produit net bancaire	**264 635**	**288 904**
Produits d'exploitation non bancaire	1 234	6 930
Charges d'exploitation non bancaire	2 950	2 475
Charges générales d'exploitation	**197 789**	**186 863**
Charges de personnel	104 357	102 090
Impôts et taxes	2 513	2 406
Charges externes	50 784	46 351
Autres charges générales d'exploitation	13 983	11 015
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	26 151	25 000
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	**45 658**	**1 072**
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-	959
Pertes sur créances irrécouvrables	1 037	-
Autres dotations aux provisions	44 621	113
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	**16 922**	**16 409**
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	7 995	4 533
Récupérations sur créances amorties	-	-
Autres reprises de provisions	8 927	11 876
Résultat courant	**36 393**	**121 833**
Produits non courants	-	-
Charges non courantes	443	3 800
Résultat avant impots	**35 950**	**118 033**
Impôts sur les résultats	4 683	28 097
Résultat net de l'exercice	**31 268**	**89 936**

COMMENTAIRE

En social, le produit net bancaire se replie de 8,4% à **MAD 264.6 millions**, en raison principalement du recul conjoncturel du résultat du portefeuille obligataire de la banque, affecté par l'évolution défavorable des taux d'intérêt.

Les charges générales d'exploitation progressent de 5,8% à **MAD 197.8 millions**, en ligne avec l'orientation budgétaire.

Les dotations aux provisions nettes des reprises se sont élevées à **MAD 28.7 millions**, dont MAD 23 millions à titre de provision pour risques généraux, destinée à consolider la résilience de la banque face aux incertitudes inhérentes à l'évolution de la conjoncture actuelle.

Compte tenu de cet effort de provisionnement, le bénéfice net s'est établi à **MAD 31.3 millions**, contre MAD 89.9 millions à fin 2021.

Les créances sur la clientèle s'apprécient de 57,6% à **MAD 1.8 milliards**, portées par la bonne dynamique commerciale. Pour leur part, les ressources clientèles se renforcent de 28,1% à MAD 3.4 milliards.

Deloitte.

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3ème étage
La Marina - Casablanca

COOPERS AUDIT

83, Avenue Hassan II
Casablanca

Aux Actionnaires de
CDG CAPITAL S.A
Rabat

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022

Audit des états de synthèse

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de CDG Capital SA, comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 1 743 456 KMAD, dont un bénéfice net de 31 268 KMAD.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de CDG Capital SA au 31 décembre 2022 conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations

Nous attirons l'attention sur les informations mentionnées dans les états A1 « principales méthodes d'évaluation appliquées » et A2 « état des dérogations » de l'Etat des Informations Complémentaires (ETIC) relatives à l'évaluation et la comptabilisation des certificats de dépôts structurés. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés de l'audit	Réponse d'audit
Evaluation des titres de transaction et de placement	
Les titres de transaction et de placement figurent à l'actif de CDG Capital au 31 décembre 2022 pour un montant de 9 861 250 KMAD. Les titres de transaction et de placement sont évalués conformément aux principes décrit dans l'état A1 « Principales méthodes d'évaluation appliquées » de l'Etat des Informations Complémentaires (ETIC). Nous avons considéré que l'évaluation des titres de transaction et de placement constitue un point clé de l'audit, ces titres étant de montants significatifs et faisant appel au jugement de la direction dans le recours aux modèles internes de valorisation pour leur évaluation (hors actions cotées) en date de clôture.	Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne de la Banque et des contrôles clés relatifs à l'évaluation des titres de transaction et de placement. Nos travaux d'audit ont principalement consisté à : - Examiner le dispositif de gouvernance relatif aux modèles de valorisation et tester les contrôles clés mis en place au niveau de la banque ; - Tester par sondage l'évaluation des titres de transaction et de placement.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 26 avril 2023

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE AUDIT

Sakina Bensouda-Korachi
Associée

COOPERS AUDIT MAROC S.A

Abdellah Laghchaoui
Associé

Rapport financier annuel 2022 est accessible via ce lien :
https://www.cdgcapital.ma/fr/documents-destines-aux-investisseurs